

institutionnels seront décidés, mais aussi parce que le ton a changé. Naguère, à l'île Maurice, à Cotonou et, forcément, à Paris, des règles non écrites étaient respectées: on ne cherchait pas noise au pays hôte; on fermait les yeux, au nom du consensus, sur de petits ou grands défauts; la voix de la France donnait le la; et si Belges et Canadiens y allaient d'une note discordante, à la fin, le chœur entier s'unissait derrière les bonnes intentions de la déclaration finale.

Il n'en va plus de même. Tout a commencé avec la réunion, ce week-end, de l'Union des journalistes de langue française. La motion finale relève avec amertume que dans 16 des 49 pays participant au sommet, des journalistes sont emprisonnés pour avoir critiqué leur gouvernement. Patrick Poivre d'Arvor prit alors fait et cause pour Doan Viet Hoat, intellectuel arrêté en 1990, et un autre confrère embastillé le mois dernier. L'intervention, au nom de Reporters sans frontières, provoqua un vif émoi côté vietnamien.

#### HARO SUR BOUTROS

Ce n'est pas tout: au cours de la conférence ministérielle - qui balise le sommet, où les chefs d'Etat n'auront plus qu'à ratifier les décisions déjà prises -, une sérieuse fronde s'est élevée dans les rangs des pays africains. Ces derniers ont refusé d'être mis devant le fait accompli par une France qui entend bien faire nommer Boutros Boutros-Ghali au poste de secrétaire général du Conseil de la francophonie.

Les Africains soutenaient l'ancien Premier ministre béninois Derlin Zinzou, l'architecte de la charte de la francophonie. Mais lundi, en début de réunion, le Vietnam, encore peu habitué aux roueries de la cour francophone, vendit la mèche et assura que le retrait du rival de Boutros était chose acquise!

Il n'en fallu pas plus pour que se déchaîne la fronde contre M. Boutros-Ghali, présenté comme le porte-voix du président Chirac! Les séances ministérielles furent houleuses: le budget du futur secrétaire général fut mis en cause, surtout lorsqu'il apparut que ses fonds discrétionnaires devraient pratiquement représenter l'équivalent de son budget de fonctionnement. L'Afrique considère le diplomate égyptien, ami personnel de M. Chirac, comme guère représentatif du continent noir, et certains pays (comme le Rwanda) mettent en cause son attitude lors du génocide de 1994. Curieusement, cette houle a fait l'affaire de Roger Dehaybe, l'actuel président du Commissariat aux relations futures de l'Agence de la francophonie, qui remplacera l'Agence pour la coopération culturelle et technique. Les pays africains, en bloc, ont décidé de soutenir le candidat belge et, dès le départ des chefs d'Etat, les ministres devraient se retrouver pour l'élire sans attendre. Ont ainsi été balayées des manoeuvres françaises de dernière minute, qui suggéraient un report de la décision (M. Dehaybe, trop indépendant et trop au fait des questions institutionnelles, n'est pas en cours à l'Elysée).

Les ministres ont même évoqué la probable venue des présidents congolais Kabila et Sassou, soulignant que face à ces deux vainqueurs militaires, Paris avait adopté une attitude bien différente.